

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 24/09/2.1

SEANCE DU 23 SEPTEMBRE 2024

L'AN DEUX MILLE VINGT QUATRE ET LE VINGT TROIS SEPTEMBRE à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	28	5	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Christine DEL NERO, Michel THUILLIER, Nicole BERNARDINI, Dominique RIGHI, Laetitia QUILICI, Carine GINZAC, Didier MARTINA-FIESCHI, Delphine GROSSO, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Nadine ALESSI, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Thierry AKSOUL, Nathalie PESCHARD-LAUZIERE, Philippe CASTILLO, Valérie MASSENET, Katell LE BLEIZ, Hélène CAREN, Julien ROCCHIA, Benoit ADET, Anaïs HATRET, Christian BERCOVICI, Claudie CARTEREAU-ZUNINO, Catherine MAGADDINO.

REPRESENTES :

Michel OLLAGNIER, (représenté par le Maire)
Patrick APARICIO, (représenté par Christine DEL NERO)
Patrick JOLI, (représenté par Delphine GROSSO)
Stanislas ROQUEBERT, (représenté par Michel THUILLIER)
Ombeline LOMPRES, (représentée par Nicole BERNARDINI)

Secrétaire de séance : Anaïs HATRET

<u>VOTE :</u>		
<u>UNANIMITE :</u> OUI	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>
<u>ABSTENTION(S) :</u>		<u>BLANC(S) et NUL(S) :</u>

OBJET : Mise à jour des astreintes financières relatives aux infractions d'urbanisme

Madame Christine DEL NERO, 1^{ère} adjointe au Maire rappelle que, par délibération du 19 septembre 2022, le Conseil Municipal a décidé de mettre en place des astreintes financières pour les infractions d'urbanisme.

Par délibération du 12 décembre 2022, le Conseil Municipal a permis de plafonner le montant total des astreintes à 25 000 € conformément à l'article L481-1 du code de l'urbanisme.

Il est proposé au Conseil de modifier la délibération du 12 décembre 2022 pour mettre à jour le tableau des astreintes. Cette mise à jour permettra de couvrir davantage d'infractions. Il est rappelé au Conseil que ces astreintes administratives ne seront utilisées qu'en dernier ressort lorsque les démarches amiables ne fonctionnent pas.

En conséquence, il est proposé au Conseil d'ajouter la nature d'infraction suivante :
Lorsque les travaux constatés (déclaration préalable de travaux/ autorisation de travaux ou permis de construire/ permis d'aménager) sont en non-conformité avec une autorisation d'urbanisme obtenue sans que les travaux puissent être régularisables (au titre du PLU).

Par conséquence, le tableau des astreintes est modifié comme suit :

TABLEAU DES ASTREINTES

Nature de l'infraction	Montant journalier de l'astreinte	Délai imparti de mise en demeure avant astreinte
Non-conformité des travaux par rapport à une déclaration préalable de travaux/ou autorisation de travaux et travaux régularisables (c'est-à-dire conformité possible au PLU)	25 €	15 jours
Non-conformité des travaux par rapport à un permis de construire ou d'aménager et travaux régularisables (c'est-à-dire conformité possible au PLU)	50 €	1 mois
Non-conformité des travaux par rapport à une déclaration préalable de travaux/ou autorisation de travaux et travaux NON régularisables (c'est-à-dire non-conformité possible au PLU)	75€	15 jours
Non-conformité des travaux par rapport à un permis de construire ou d'aménager et travaux NON régularisables (c'est-à-dire non-conformité possible au PLU)	100 €	15 jours
Absence de déclaration préalable de travaux et travaux régularisables (c'est-à-dire conformité possible au PLU)	75 €	15 jours
Absence de permis de construire, permis d'aménager et travaux régularisables (c'est-à-dire conformité possible au PLU)	75 €	1 mois
Infraction aux dispositions du PLU	100€	15 jours
Absence de déclaration préalable de travaux ou d'autorisation de travaux et travaux NON régularisables (c'est-à-dire non-conformité possible au PLU)	100 €	15 jours
Absence de permis de construire ou d'aménager et travaux NON régularisables (c'est-à-dire non-conformité possible au PLU)	150 €	1 mois
Obstacle au droit de visite des constructions par les autorités habilitées	200 €	15 jours

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant la délibération de la commune du 19.09.2022,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. DECIDE de modifier le tableau des astreintes financières en cas d'infractions au Code de l'urbanisme, tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessus.
2. EMET un avis favorable sur le montant des astreintes financières telles que présentées.
3. AUTORISE Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



**Le ou la secrétaire
de séance**

A handwritten signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and strokes.

Envoyé en préfecture le 02/10/2024

Reçu en préfecture le 02/10/2024

Publié le

ID : 083-218300903-20240923-DEL2024_09_2_1-DE